



PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES

I. Intitulé du poste	
Titre :	Consultant.e national.e pour l'appui aux activités de planification stratégique et de renforcement des capacités
Lieu de travail :	Tunis
Superviseur :	CTP du projet Tamkeen
Durée du contrat :	78 jours sur une période de 7 mois
Nature du Contrat :	Individual Contract

1. Contexte et justification

La Tunisie connaît une série d'évolutions politiques depuis 2011, qui ouvre de nouvelles perspectives pour l'établissement d'un système de gouvernance fondé sur la transparence, la participation et la redevabilité. L'implication active des citoyens constitue, à cet égard, une condition essentielle de la pérennité des réformes engagées, dans le cadre d'un dialogue inclusif, permettant d'intégrer leurs préoccupations dans le débat.

Le Programme des nations unies pour le développement accompagne cette évolution, en apportant l'appui technique, en facilitant le partage d'expériences et en mobilisant un vaste réseau de connaissances, par le monde, au profit des acteurs institutionnels et de la société, dans son ensemble.

Dans ce cadre le projet Tamkeen s'inscrit dans la stratégie d'appui à la gouvernance démocratique et de consolidation des acquis de la transition. Le projet intervient à ce titre à un niveau institutionnel, en appui aux structures nationales dans la mise en œuvre de leurs actions sectorielles, mais aussi à un niveau communautaire, en aide aux populations locales notamment les plus vulnérables à travers l'appui technique et financier aux associations partenaires.

Pour l'année 2021, le projet Tamkeen intervient sur trois axes :

- ***Le projet d'Appui à la formalisation et la mise en œuvre de la vision sectorielle de la jeunesse*** qui se propose d'accompagner la formalisation, par le Ministère des affaires de la Jeunesse et des Sports (MJS), de sa vision stratégique du secteur de la jeunesse pour la période 2018-2020, comme une étape vers l'élaboration d'une politique nationale multisectorielle de la jeunesse à l'horizon 2030, répondant aux principes établis dans la Constitution. Il vise à opérationnaliser les axes stratégiques prioritaires de la vision, à travers un plan d'action aligné sur le plan national de développement 2016-2020 et traduisant la mission du MJS pour la promotion de la jeunesse. Le projet ambitionne de contribuer à la mise en place d'un environnement propice à l'émergence d'une jeunesse acteur du changement, citoyenne, qualifiée et autonome, épanouie et socialement engagée. Il repose sur l'élaboration de nouvelles approches portées et relayées par des maisons des jeunes dynamiques, espaces d'intégration, de socialisation et de promotion de la citoyenneté à travers des partenariats avec la société civile locale ;

- ***Le projet d'Appui au renforcement de la contribution de la société civile tunisienne à l'Agenda 2030***, qui vient appuyer, au niveau national et institutionnel, les services en charge des relations avec les instances constitutionnelles, la société civile et de droits de l'Homme.

Afin de conforter le positionnement de la société civile comme acteur incontournable favorisant l'ancrage démocratique de la Tunisie et œuvrant à la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon de 2030, le projet a pour objectif de soutenir les passerelles institutionnelles permettant d'établir un partenariat stratégique entre les institutions publiques et la société civile.

La stratégie d'intervention du projet est orientée vers l'appui aux services de la relations avec instances constitutionnelles, la société civile et des droits de l'Homme et au développement de leurs capacités institutionnelles. Un soutien sera notamment apporté à une planification stratégique inclusive et participative.

- Le projet ***L'Université espace de dialogue au service de cohésion sociale***. Son objectif est de soutenir le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) dans la mise en place en milieu universitaire d'un environnement apaisé et propice au dialogue, permettant de faire de l'Université un cadre harmonieux, favorable à la réalisation de sa mission, résilient face aux risques de violence et rejaillissant positivement sur son environnement.

Dans la continuité des interventions initiées en 2020, le projet entend mettre l'accent en 2021 sur la concrétisation de la vision stratégique développée précédemment à travers, notamment, l'opérationnalisation du concept de Centre de Médiation Universitaire (CMU) élaboré, et ce à travers la mise en place de CMU pilotes. Par ailleurs, et afin de renforcer l'appropriation des acteurs stratégiques de ce projet le renforcement de capacités entre-autre en matière de médiation et de prévention de l'extrémisme violent et des violences basées sur le genre est prévu.

Afin d'initier et de poursuivre les intervention afférentes à ces projets, le PNUD recrute un.e consultant.e d'appui aux activités de planification stratégique et de renforcement des capacités auprès du secteurs de la jeunesse , de l'Enseignement supérieur et des relations avec la société civile.

2. Responsabilités / Principaux résultats escomptés

2.1 Objectifs et missions

L'objectif général est d'appuyer le projet Tamkeen dans ses activités de planification stratégique et de renforcement des capacités auprès des institutions et acteurs de la jeunesse.

Il s'agit plus précisément de :

- Poursuivre le renforcement de la Direction générale de la jeunesse en matière de planification stratégique pour la mise en œuvre de la vision sectorielle de la jeunesse ;
- Appuyer la mise en œuvre de la feuille de route préconisée pour l'élaboration de la politique nationale multisectorielle de la jeunesse ;
- Appuyer la mise en place des centres de médiation universitaires ;
- Appuyer le processus de conception et d'opérationnalisation de la vision stratégique du partenariat avec la société civile ;
- Permettre une meilleure implication des OSC dans les processus décisionnels à Djerba à travers la création du centre de ressources associatives méditerranéen.

2.2 Résultats escomptés

- R1 – La mise en œuvre de la vision sectorielle de la jeunesse est accélérée au regard des recommandations formulées ;
- R2 – Le processus d'élaboration de la politique nationale de la jeunesse est suivi et rapporté ;
- R3- Les centres de médiation universitaires sont mis en place ;
- R4 – La vision stratégique pour le partenariat avec la société civile est élaborée et son plan d'action déterminé ;

2.3 Tâches et Responsabilités

Pour ce faire, il est attendu du/de la consultant.e qu'il/elle :

2.3.1 Appui à la mise en œuvre de la vision sectorielle de la jeunesse et au processus d'élaboration de la politique nationale multisectorielle de la jeunesse

Le Ministère des affaires de la jeunesse et des sports et le PNUD ont signé, le 20 avril 2018, un partenariat autour du projet d'« Appui à la formalisation de la vision sectorielle de la jeunesse (2018 – 2020) ». Le projet vise à formaliser les nouvelles approches nationales, promouvant une plus grande participation des jeunes, vectrice de capacitation, d'implication et d'action ; et s'appuiera sur le rôle central des maisons des jeunes.

Présentement, les maisons des jeunes assurent essentiellement des fonctions de divertissement et souffrent d'un manque d'attractivité à l'égard des jeunes, dont les attentes et les besoins ont évolué. Le défaut d'attractivité résulte d'un ensemble de facteurs, notamment, des capacités humaines et/ou d'adaptation spatiale limitées. Une réponse doit y être apportée afin que les maisons des jeunes bénéficient des atouts nécessaires pour jouer leur rôle auprès des jeunes et promeuvent les approches innovantes de la vision sectorielle de la jeunesse. Au cœur du secteur de la jeunesse au niveau local, ces maisons des jeunes devraient être des modèles d'inclusion et de coordination des acteurs.

Dites de seconde génération, 104 maisons des jeunes ont été choisies par le MJS, afin d'être fer de lance de cette nouvelle dynamique, dont 4 intègrent la phase pilote du projet MJS-PNUD.

Dans le cadre de son contrat, le/la consultant.e devra remplir les missions suivantes :

Missions/Tâches*	Livrables	Nombre de jours
Poursuivre le renforcement de la Direction générale de la jeunesse en matière de planification stratégique pour la mise en œuvre de la vision sectorielle de la jeunesse	1.1 Entretiens avec les parties prenantes de la vision sectorielle de la jeunesse	8
	1.2 Rapport de suivi de la mise en œuvre de la vision sectorielle de la jeunesse, intégrant un ensemble de recommandations pour son accélération et l'actualisation de la vision au contexte actuel	3
Appuyer la mise en œuvre de la feuille de route préconisée pour l'élaboration de la politique	1.3 Supports d'animation et rapports analytiques des consultations des parties prenantes à la politique	15

nationale multisectorielle de la jeunesse ;	nationale multisectorielle de la jeunesse 1.4 Ensemble de recommandations à intégrer au rapport final du processus d'élaboration de la politique nationale multisectorielle	3
Total		29

* Au regard du contexte dû à la pandémie du COVID-19 et des mesures sanitaires imposées, il est attendu du consultant qu'il adapte le contenu et le format de l'activité, en accord avec la stratégie du projet.

2.3.2 Appui à l'élaboration d'une vision stratégique du partenariat avec la société civile et dans la consolidation et opérationnalisation des plans de renforcement de capacités des acteurs institutionnels et de la société civile

La vision stratégique aura pour objectif de définir les grandes orientations des SCRSC ainsi que sa vision pour le développement de la société civile et la promotion de sa contribution à la réalisation des Objectifs de Développement Durable. Elle sera donc principalement centrée sur le renforcement des capacités du Ministère et de ses services en charge des relations avec la société civile, ainsi que sur l'intégration et la participation citoyenne à la mise en œuvre des politiques publiques, à travers la mise en place d'un cadre stratégique de partenariat avec la société civile.

A cette fin, le consultant procédera aux actions suivantes :

- **Phase de préparation pour la définition des grandes lignes de la stratégie :**
 - Revue documentaire de la bibliographie, des rapports et études existants, etc. ;
 - Entretiens préliminaires avec les services de la présidence du gouvernement compétents, la direction générale des relations avec la société civile et leurs collaborateurs ;
 - Suivi et réunions de travail avec le comité technique (DG, Chefs de services, etc.).
- **Phase de consultation pour la validation des grandes lignes et la définition des priorités à court terme :**
 - Supervision et suivi des ateliers consultatifs afin de centraliser les attentes, les objectifs et la nature de la contribution des divers acteurs.
- **Phase de formulation d'une vision stratégique et d'un plan d'actions prioritaires**
 - Elaboration d'une vision stratégique et sa déclinaison en axes, objectifs, et plan d'actions prioritaires.
- **Phase de restitution de la Vision stratégique**
 - Animation d'un atelier de restitution du produit final

Missions/Tâches*	Livrables	Nombre de jours
vision stratégique du partenariat avec la société civile		
1. Revue documentaire de la bibliographie, des rapports et études existants, etc. ;	2.1 Note méthodologique et de compréhension de la mission Chronogramme d'exécution	5 jours

2. Entretiens préliminaires avec les services compétents, la direction générale des relations avec la société civile et leurs collaborateurs. Réunions de travail avec le comité technique (PNUD, DG, Chefs de services).	Grille d'entretien CR de réunions		
3. Ateliers consultatifs (3) afin de centraliser les attentes, les objectifs et la nature de la participation des divers acteurs : - Atelier interne avec l'équipe gouvernementale ; - Atelier externe avec des experts (y compris représentants de IFEDA) ; - Atelier avec les représentants de la société civile ; Réunions techniques avec les membres de chaque organe impliqué dans la formalisation de la vision stratégique afin d'identifier ses axes prioritaires de mise en œuvre;	2.1 CR d'ateliers et de réunion Draft préliminaire des axes de la vision	10 jours	
Elaboration et validation d'une vision stratégique déclinée en axes, objectifs, et plan d'actions prioritaires	2.2 Un document de vision stratégique et un plan d'actions prioritaires	4 jours	
Restitution de la vision stratégique	2.2 Une présentation PPT de la vision et son plan d'actions prioritaire	1 jour	
Consolidation et Opérationnalisation du Plan de renforcement de capacités des acteurs locaux et nationaux institutionnels			
Réunions techniques avec le personnel de la direction générale en charge des relations avec la société civile et du centre IFEDA	2.3 Comptes rendus d'entretien	2 jours	
Atelier avec les acteurs locaux et personnels des municipalités des zones cibles	2.3 Comptes rendus d'ateliers et draft d'un plan de renforcement de capacités	3 jours	

Consolidation et validation d'un plan de renforcement de capacités	2.3 Plan et chronogramme de renforcement de capacités	1 jour
Consolidation et Opérationnalisation du Plan de renforcement de capacités des acteurs de la société civile		
Consolidation du plan de renforcement de capacité des acteurs de la société civile	2.3 Plan de renforcement de capacités	2 jours
Total		28 jours

2.3.3 Appui à l'opérationnalisation des centres de médiation universitaires dans le cadre du projet « l'Université, espace de dialogue au service de la cohésion sociale »

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet entrepris en partenariat avec le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS), l'appui du/de la consultant.e sera sollicité.e dans les phases de planification stratégique inhérentes aux activités envisagées en 2021.

La mission consistera à :

- Appuyer l'opérationnalisation des centres de médiation universitaires ;
- Appuyer l'élaboration d'une matrice d'indicateurs des conflits et de veille stratégique sensible au genre (mise en place des indicateurs/ catégorisation des conflits/ conception des scenarios) à destination des centres de médiation universitaires ;
- Consolider la plateforme de médiation universitaire par un contenu traduisant la vision stratégique du ministère dans les rubriques, ressources, A propos, charte et processus de médiation etc..en tenant compte des besoins du ministère, des universités et des étudiants.

Missions/Tâches	Livrables	Nombre de jours
Appuyer l'opérationnalisation des centres de médiation universitaire	3.1 Actualiser et finaliser le guide de procédure des CMU sur la base du texte réglementaire portant leur création	4 jours
	Développer et finaliser le règlement intérieur des CMU	4 jours
Appuyer l'élaboration d'une matrice d'indicateurs des conflits et de veille stratégique sensible au genre (mise en place des indicateurs/ catégorisation des conflits/ conception des scenarios) à destination des centres de médiation universitaires ;	3.2 Une matrice de veille et d'analyse des conflits	5 jours
Consolider la plateforme de médiation universitaire par un contenu traduisant la vision stratégique du ministère	3.2 Un guide de la médiation et de l'utilisation de la plateforme	4 jours
	Une proposition de contenu traduisant la vision stratégique du ministère dans	4 jours

	les rubriques, ressources, A propos, et réseau d'experts de la plateforme	
Total		21

3. Profil recherché

1. Master (Bac +5) en sciences politiques, sciences sociales ou économiques ou tout autre domaine pertinent, un doctorat serait un atout ;
2. Deux Expériences ou plus dans la conduite d'ateliers de concertation et de planification participative ;
3. Deux expériences au moins dans l'élaboration de cycles de formation ;
4. Connaissance poussée des enjeux de la jeunesse, de la cohésion sociale, et/ou de la société civile en Tunisie et des institutions publiques qui y sont relatives ;
5. Expérience au sein ou en collaboration avec le système des Nations-Unies ou d'autres organisations internationales serait un atout.

Compétences requises : Excellente maîtrise de l'arabe et du français et excellente capacité rédactionnelle

3.1 Evaluation des candidatures

Le processus d'évaluation et de sélection comporte 2 étapes :

- **Evaluation technique** selon les compétences requises sur la base du *curriculum vitae* et de la note méthodologique ;
- **Evaluation financière** se basant sur l'offre financière fournie par le/la candidat.e : 30% de la note globale. Seules les propositions financières des candidatures retenues à la suite de l'évaluation technique avec un minimum de 70/100 points seront examinées.

Les candidatures reçues seront évaluées par un panel de sélection, sur la base de la grille d'évaluation ci-dessous :

Grille d'évaluation technique de la candidature		
1	Diplôme en sciences sociales ou tout autre domaine pertinent :	10 points
	Master en sciences politiques, sociales ou économiques ou tout autre domaine pertinent	05 points
	Doctorat en sciences politiques sociales ou économiques ou tout autre domaine pertinent	10 points
2	Expérience dans la conduite d'ateliers de concertation et de planification participative	15 points
	2 expériences dans la conduite d'ateliers de concertation et de planification participative	10 points

3 expériences ou plus dans la conduite d'ateliers de concertation et de planification participative		15 points	
3	Expérience dans l'élaboration de cycles de formation		15 points
2 expériences au moins dans l'élaboration de cycles de formation		10 points	
3 expériences ou plus dans l'élaboration de cycles de formation		15 points	
4	Connaissance approfondie des enjeux de la jeunesse, de la cohésion sociale, et/ou de la société civile en Tunisie et des institutions publiques qui y sont rattachées ;		30 points
A	2 expériences relatives aux enjeux de la jeunesse en Tunisie	05 points	10 points
	3 expériences ou plus relatives aux enjeux de la jeunesse en Tunisie	10 points	
B	2 expériences relatives aux enjeux de la cohésion sociale en Tunisie	05 points	10 points
	3 expériences ou plus relatives aux enjeux de la cohésion sociale en Tunisie	10 points	
C	2 expériences ou plus avec une/des institutions publiques en Tunisie	05 points	10 points
	3 expériences ou plus avec une/des institutions publiques de jeunesse en Tunisie	10 points	
5	Une expérience au sein ou en collaboration avec le système des Nations Unies, d'autres organisations internationales et/ou organisations non gouvernementales internationales		5 points
6	Une note méthodologique		25 points
Maîtrise de la langue			05 points
Méthodologie cohérente et démontrant d'une bonne compréhension de la mission			15 points
Chronogramme d'activités cohérent et adapté			05 points
ÉVALUATION TECHNIQUE TOTALE			100 POINTS

3.2 Modalités de soumission

Les candidatures peuvent être envoyées par :

Email, avec pour objet « Recrutement IC – Consultant.e national.e pour l'appui aux activités de planification stratégique et de renforcement des capacités », à l'adresse suivante : procurement.tn@undp.org.

Le dernier délai pour l'envoi des candidatures est le **8 septembre 2021 à 16 :00**

Les candidat.e.s intéressé.e.s doivent obligatoirement soumettre les documents/informations suivants démontrant leurs qualifications :

- Le CV détaillé du/de la consultant.e incluant l'expérience acquise dans des projets similaires ;
- Une note méthodologique succincte, en français, expliquant l'approche et la méthodologie, devra être réalisée pour chacune des activités décrites dans les présents termes de référence ainsi que le calendrier d'exécution (maximum 5 pages) ;
- Une proposition financière libellée en TND détaillant le taux des honoraires journaliers demandé par le/la consultant.e (homme/jour). Il est à noter que les coûts relatifs à l'hébergement et au transport pour les missions sont pris en charge par le projet.

Les demandes de clarifications devront être envoyées à la même adresse électronique (Procurement.tn@undp.org) au plus tard le 3 septembre 2021

4. Durée de la mission et calendrier de paiement

4.1 Calendrier de remise des livrables

	Août		Sept.		Oct.		Nov.		Dec.		Janv.		Fév.	
	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2	1	2
Livrables :														
1.1			x	x										
1.2						x								
1.3							x	x	x					
1.4										x	x			
2.1		x	x	x	x									
2.2						x								
2.3							x							
3.1							x	x						
3.2								x	x					

4.2 Tranches de versement

Le paiement sera effectué en deux tranches après validation des livrables soumis et selon la modalité suivante :

Tranche		Nombre de jours de travail correspondant	Livrables
Première tranche	40%	31 jours répartis sur 3 mois (Septembre. Octobre. Novembre)	Livrables : 1.1 ; 1.2 ; 2.1 et 2.2
Deuxième tranche	60%	47 jours répartis sur 3 mois (Décembre. Janvier. Février)	Livrables : 1.3 ; 1.4 ; 2.3 ; 3.1 et 3.2

Annexe 1 : Grille d'évaluation des produits de connaissance

Méthodologie : L'évaluation est menée par 2 personnes au minimum. Pour être validés, les livrables doivent atteindre la note seuil minimum de 14 points, dont au moins 5 sur les éléments de forme et de structure et 9 sur les éléments de fond. La notation est définie comme suit : élément insuffisant = 0 points ; à améliorer = 1 point ; satisfaisant = 2 points.

ELEMENTS DE FORME ET DE STRUCTURE : 16pts (seuil minimal : 5/8pts)					
	Insuffisant	A améliorer	Satisfaisant	Points	Commentaires
Utilisation de la langue : 4 pts (Seuil minimal : 2 pts)					
Usage du français et lisibilité du propos					
Uniformisation de la rédaction					
Structure du livrable : 4 pts (seuil minimal : 3pts)					
Propos ordonné par un plan clair et cohérent					
Usage uniformisé des éléments de forme					
TOTAL DES ELEMENTS DE FORME ET DE STRUCTURE					
ELEMENTS DE FOND : 14 pts (Seuil minimal : 10/14 pts)					
Cohérence et concordance avec le contenu attendu : 10 pts (Seuil minimal : 7 pts)					
Concordance avec les termes de référence et les objectifs poursuivis					
Valeur ajoutée du document par rapport à la littérature existante					
Contextualisation et cadrage de la problématique					
Respect de la méthodologie validée					
Cohérence du contenu entre les parties					
Référencement : 4 pts (Seuil minimal : 3pts)					
Qualité de la bibliographie					
Présence de notes de bas de page, d'éléments de référencement et/ou d'annexes (selon pertinence)					
TOTAL DES ELEMENTS DE FOND					

REMARQUE(S)